

Une réunion contre le gaz de schiste

L'association Artifices a organisé une réunion d'information sur les gaz de schiste le 5 mars à Villefort avec des intervenants des collectifs de Lozère (Christian Causse) et du Gard (Annie Durand).

Environ 80 personnes sont venues s'informer et débattre sur ce sujet.

Après la projection d'extraits du film *Gasland*, de Josh Fox, qui démontre tous les méfaits de ces extractions sur la santé et sur l'environnement, les intervenants ont expliqué le processus d'exploitation et ses conséquences.

Ces gaz sont enfouis entre 2 000 et 5 000 mètres et extraits par hydro-fracturation, procédé qui consiste à injecter environ 15 000 m³ d'eau additionnée de produits chimiques et de sable sous pression pour fracturer la roche. 50 % de cette eau va rester dans le sol avec un risque très important de pollution des nappes d'eau potable et des rivières.

« Au regard des expériences américaines, ces méthodes d'exploitation engendrent des conséquences graves pour l'environnement, la santé humaine et animale : utilisation de très grandes quantités d'eau, risques de pollution de l'air, des rivières, de l'eau potable, paysages défigurés, problèmes pour l'agriculture sur des terrains pollués.

Tous ces permis d'exploration signés en mars 2010 se sont faits sans information des populations et des élus locaux qui en ont pris connaissance dans la presse. Ils vont à l'encontre de la politique de développement durable et du Grenelle de l'environnement.

L'exploration du gaz de schiste est présentée comme une opportunité à l'indépendance énergétique de la France et une solution partielle à la raréfaction du pétrole. Mais à quel prix ? », expliquent-ils.

Suite à ces exposés, un débat intéressant a permis à chacun de s'exprimer.

Le président du Parc national des Cévennes, Jean de Lescure, a rappelé que le conseil d'administration réuni le 1^{er} mars a pris une délibération à l'unanimité pour demander l'annulation des trois permis de recherche de Villeneuve-de-Berg, Nant et Montélimar.

De nombreuses signatures ont été recueillies pour la pétition contre le gaz de schiste et un collectif citoyen local sera créé afin de faire annuler les permis accordés par une mobilisation importante de la population.